

NE PAS GASPILLER VAUT MIEUX QUE PRODUIRE UNE ENERGIE INUTILE.

NOTRE politique énergétique a été menée suivant une optique technocratique d'économie de marché à court terme, substituant une énergie fossile à une autre lorsque la première ne payait plus assez : hier, le pétrole relayait le charbon ; aujourd'hui, c'est le combustible nucléaire auquel on veut faire prendre la place du pétrole. (...)

La politique énergétique actuelle est, en effet, fondée principalement sur le développement des centrales nucléaires pour lesquelles le programme jusqu'en 1985 est au minimum de 200 milliards de francs. En regard de ce chiffre, les sommes dévolues aux autres actions visant à diminuer notre dépendance énergétique sont minimes, sinon infimes.

Que répondent les responsables de l'économie nationale à ces quelques questions :

1. Comment se fait-il qu'en matière d'économie de chauffage de locaux on se contente de mesures mineures, alors que le problème essentiel est celui de l'isolation des bâtiments qui, au rythme actuel, demandera plus de cinquante ans, alors qu'avec un programme de 200 milliards de francs, on arriverait dès 1985 à économiser l'équivalent de 300 milliards de kilowatts-heures, soit sensiblement plus que ce que délivrerait aux usagers le programme actuel de centrales nucléaires, lequel servirait essentiellement à compenser le gaspillage d'énergie ?

Comment se fait-il que le gouvernement : n'ait pas perçu qu'avec 200 milliards de francs, consacrés aux économies de chauffage, on fournirait trois à

quatre fois plus d'emplois répartis sur tout le pays qu'avec la même somme pour l'industrie lourde nucléaire, dont l'impact social est beaucoup plus concentré ?

2. Comment se fait-il qu'en matière de récupération de calories à bas niveau pour le chauffage des locaux, aucune action d'ampleur valable n'ait été menée en vue de l'emploi des pompes de chaleur, dont l'utilité économique et le haut rendement de transfert de calories dans le cas de locaux bien isolés et avec des installations bien conçues ont été démontrés depuis de nombreuses années, notamment depuis 1964 à la Maison de la radio ? Cette technique n'a bénéficié que d'incitations très faibles, ne permettant que des réalisations mal adaptées dérivées des équipements frigorifiques classiques, avec des performances trop médiocres pour être économiquement valables, alors qu'à la Maison de la radio les dépenses de chauffage et de climatisation sont environ trois fois inférieures à celles d'installations thermiques et frigorifiques traditionnelles.

Comment se fait-il que tant pour la géothermie, qui pourrait couvrir près de 10 % de nos besoins de chauffage pour des locaux bien isolés, que pour l'héliothermie collective qui permet de valoriser les faibles ensoleillements et de réduire le stockage calorifique, que pour la climatisation des grands volumes, en récupérant les calories du renouvellement d'air et en assurant la production des frigories, comment se fait-il que l'on n'ait point pris la mesure de l'enjeu économique que re-

présente l'application des pompes de chaleur, l'enveloppe globale correspondant à une économie annuelle de l'ordre de 200 milliards de kilowatts-heures thermiques, avec un investissement total d'environ 100 milliards de francs, dont 25 % pour les installations de pompes de chaleur ?

3. Comment se fait-il en matière automobile que les seules mesures prétendument prises pour diminuer la consommation concernent des contraintes pour les usagers, sans que soit porté remède à la cause structurelle de gaspillage découlant de la notion aberrante de « puissance fiscale », laquelle a conduit les constructeurs à faire des moteurs tournant trop vite et, de ce fait, ayant de mauvais rendements et gaspillant donc le combustible ?

Comment se fait-il que n'ait pas encore été promulguée une réglementation économiquement saine afin d'amener les constructeurs à améliorer le régime des moteurs et la combustion ? Avec des dispositifs connus, on pourrait, en effet, à performances routières semblables, diminuer de 25 % environ la consommation, ce qui à terme sur la base actuelle économiserait près de 5 millions de tonnes de produits pétroliers.

On peut donc légitimement se demander pourquoi, au lieu des mesures rationnelles de non-gaspillage, on a privilégié un programme nucléaire qui, au contraire, impose des contraintes financières empêchant d'investir dans la lutte contre ce gaspillage criminel, lequel pèsera en fait de plus en plus lourd en surcoût économique et en effets inflationnistes ; à l'in-

verse, une politique volontariste et courageuse de conservation de l'énergie constitue la seule réponse adéquate à l'augmentation du prix du pétrole, par une réduction rapide de notre dépendance énergétique.

Non seulement une telle politique serait déflationniste, mais un programme d'investissements d'une cinquantaine de milliards de francs par an permettrait la création d'environ 400 000 emplois nouveaux répartis sur tout le territoire.

Il est intolérable, et aussi malhonnête, de caricaturer cette politique en la présentant comme une croissance zéro, voire une régression, alors qu'il ne s'agit que d'une croissance zéro du PNB, lequel comptabilise le gaspillage en positif. L'élimination de ce dernier permettrait au contraire de dégager durablement des ressources, pour une augmentation réelle et non factice de la richesse nationale.

On se ménagerait ainsi les capitaux indispensables à la mise en œuvre des énergies renouvelables que le soleil nous dispense et que nous sommes déjà capables d'utiliser de manière rentable, et on limiterait à un niveau minimal le programme nucléaire dont les technologies doivent être mieux maîtrisées, et en particulier celles de l'élimination des déchets hors de la croûte terrestre, laquelle doit être résolue avant que l'on puisse envisager son extension.

Il faut donc que notre politique énergétique change totalement de cap, et c'est une condition essentielle pour surmonter la récession.

La poupée qui prie

● Foin des poupées qui parlent et font pipi ! Voici le dernier cri : la poupée qui prie. Aucun mécanisme à remonter. Pressez lui simplement le ventre : les mains se joi-

gnent, elle s'agenouille, et, ô miracle, une voix « délicate » s'élève : « Avant de m'endormir, mon Dieu, prenez soin de mon âme. Faites qu'elle reste pure jusqu'au jour de ma mort. Aidez-moi, voulez-vous, à être une enfant sage. Protégez ma maman, pro-

tégez mon papa. Ainsi soit-il. »

Ah ! le bel univers technicien dans lequel, pour 89 francs, les parents n'ont plus même à se soucier de l'éducation religieuse de leurs enfants ! Pourquoi donc les évêques se donnent-ils la peine de réfléchir à la catéchèse ?